

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

PROCEDURE ADAPTEE



Fonds européen agricole pour le développement rural :
l'Europe investit dans les zones rurales sous l'autorité de gestion de la Région Occitanie

Syndicat Mixte du Bassin de l'Or

Cellule technique

130 chemin des Merles - 34400 LUNEL

Tél. 04 67 22 00 20

secretariat@sympo.fr

Sites NATURA 2000 « Etang de Mauguio » ZSC FR 9101408 - ZPS FR 9112017

Mise à jour des cartographies des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire et de leur état de conservation

N° marché : Sympo – N2000 – 01 2019

REGLEMENT DE CONSULTATION

Février 2019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION.....	4
2.2 - VARIANTES	4
2.3 - OPTIONS ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	4
2.4 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.5 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : CONTENU ET DIFFUSION DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
3.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
3.2 – DIFFUSION DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE.....	5
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	8
5.1 – CRITERES DE JUGEMENT	8
5.2 – NEGOCIATION.....	9
5.3 – SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	9
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	10
6.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER.....	10
6.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	10
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS.....	11
7.2 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE.....	11

Article 1: objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la **mise à jour des cartographies des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire et de leur état de conservation des sites Natura 2000 « Etang de Mauguio » (ZSC FR 9101408 - ZPS FR 9112017).**

Le contenu détaillé des prestations est porté au CCTP.

Lieu(x) d'exécution : Bassin de l'Or (département de l'Hérault).

1.2 - Etendue de la consultation

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.3 - Décomposition de la consultation

Par dérogation à l'article 32 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il n'est pas prévu de décomposition en lots. La mission demandée correspond à une prestation unique non décomposable.

1.4 – Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats se présentent dans les conditions suivantes :

Les candidats doivent se présenter sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à l'approche globale requise par la prestation.

Le pouvoir adjudicateur attend du prestataire qu'il puisse justifier à minima des compétences suivantes :

- Ecologie
- Inventaires botaniques et phytosociologiques
- Nomenclature des habitats (code Corine Biotope, code Natura 2000)
- Ornithologie
- Cartographie et traitement des données géographiques (SIG).

Le mandataire du groupement est obligatoirement un bureau d'études spécialisé dans le domaine de l'environnement/écologie.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Le délai global de la prestation et les délais d'exécution des différentes interventions sont fixés à l'article 4 de l'Acte d'Engagement et ne peut en aucun cas être modifié.

2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.3 - Options et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Le marché ne prévoit pas d'options ou Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE).

2.4 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 - Mode de règlement du marché

Les études, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique, et seront financées selon les modalités suivantes : Marché financé par les ressources propres de la Collectivité et par des Subventions.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 3 : Contenu et diffusion du dossier de consultation

3.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché, contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) ;
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés ;
- la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.).

3.2 – Diffusion du dossier de consultation

L'avis d'appel public à la concurrence est diffusé sur le site Internet du Symbo à l'adresse http://www.etang-de-l-or.com/marches_emplois.htm.

IMPORTANT : tout candidat qui téléchargera ce dossier de consultation à l'adresse électronique ci-avant est tenu de le signaler au Symbo et de communiquer ses coordonnées électroniques, par mail avec accusé de réception, auprès du contact suivant :

Eve Le Pommelet
Chargée de mission Biodiversité & Milieux aquatiques
email : elepommelet@symbo.fr
Tél : 06 82 61 87 23

Cette procédure permettra au pouvoir adjudicateur de joindre le candidat en cas de complément d'information ou de modification du DCE. Toute offre incomplète due à l'absence de signalement du candidat auprès du Symbo sera automatiquement rejetée par le pouvoir adjudicateur.

Aucune demande de dossier sur support physique papier n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications seront transmises par voie électronique à l'ensemble des candidats s'étant identifié par mail auprès du Symbo préalablement au retrait du dossier, et ce au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Dans le cas où les offres des concurrents seraient rédigées dans une autre langue, il est exigé que tous les documents remis dans l'offre soient accompagnés par une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le prestataire s'engagera sur un mémoire technique comme indiqué dans le Règlement de la Consultation en 4-1.

4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Pièces de la candidature :

Pour une meilleure lisibilité et une meilleure exploitation des informations concernant leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC1 ou forme libre) : identification du candidat, objet du marché, nature du groupement, identification des membres du groupement, date et signature ;

Déclaration du candidat (ou DC2) : En cas de groupement d'entreprises, la lettre de candidature ou équivalent sera signée par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité. Les autres justifications ci-dessus seront fournies par chaque membre du groupement.

➤ **Les renseignements concernant la situation juridique** de l'entreprise tels que prévus à l'article 51 du décret n° 2016360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

- Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat. Par exemple KBis, et le cas échéant, délégation de pouvoir précisant les montants délégués (si la personne signataire est différente de celle(s) désignée(s) au KBis)
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

➤ **Les renseignements concernant la capacité économique et financière** de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 et 48 du décret n° 2016360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration du chiffre d'affaires des 3 dernières années (Niveau minimal exigé : le candidat devra justifier un chiffre d'affaires annuel minimal de 1,0 millions d'euros).
- Copie des attestations d'assurances professionnelles en cours de validité.

➤ **Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique** de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services effectués **au cours des cinq dernières années**, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ; Pour la réalisation de cette étude, il est expressément demandé au prestataire de présenter ses compétences et références en termes scientifique et technique dans le domaine de :
 - Ecologie
 - Inventaires botaniques et phytosociologiques
 - Nomenclature des habitats (code Corine Biotope, code Natura 2000)
 - Ornithologie
 - Cartographie et traitement des données géographiques (SIG)
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Le candidat pourra prouver ses capacités par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques (sous-traitants, co-traitants ou autres, ...) sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur, en application de l'article 55 du décret n° 2016360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (art 52 du CMP 2006-2016), peut décider de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature. Dans le cas où cette disposition serait mise en œuvre, les candidats devront produire les documents concernés dans un délai de 4 jours calendaires décomptés dès le jour de la demande. Les candidats qui n'auront pas complétés leur dossier dans le délai fixé ci-avant ne seront pas admis à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Pièces de l'offre :

L'offre comprendra un projet de marché, composé des pièces contractuelles suivantes, dûment renseignées et signées :

- (1) **L'acte d'engagement (A.E.)** et ses annexes : à compléter et à signer par le représentant qualifié des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ;
Ce document sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitants et d'agréments des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché. Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer au marché le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec sa rémunération, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.
- (2) **la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.)**, dûment remplie, datée et signée par le représentant qualifié des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ;
- (3) **Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)** : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé ;
- (4) **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)** et ses documents annexés : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification, daté et signé

(3) **Le mémoire technique** : les candidats doivent démontrer une expertise technique dans les domaines de l'écologie, des inventaires botaniques et phytosociologiques, de la nomenclature des habitats (code Corine Biotope, code Natura 2000), de l'ornithologie, de la cartographie et traitement des données géographiques (SIG).

Le mémoire technique décrira la démarche et les ressources que le prestataire compte mettre en œuvre afin de mener à bien la prestation. Il comportera :

a/ Une note méthodologique qui comprendra toutes les justifications et les observations du candidat. Elle vise notamment à développer et à justifier les méthodes de réalisation des prestations, les outils et matériels mobilisés, les méthodes de traitement et d'analyses des données, les délais d'exécution pour chaque intervention. En particulier, **un focus argumenté est attendu sur les solutions techniques et méthodologiques sur les points suivants** :

- **Identification des secteurs nécessitant de nouvelles campagnes de terrain et déroulement de ces campagnes ;**
- **Evaluation de l'état de conservation des habitats IC et des habitats d'espèces IC**
- **Restitution des données géographiques (SIG)**

b/ Une note sur l'organisation du prestataire et/ou groupement et les qualifications des intervenants affectés à la mission. Ce document décrira :

- **les moyens techniques et humains** mis en œuvre pour la réalisation des prestations : **interlocuteur privilégié du Maître d'ouvrage** (désignation nominative d'un Responsable/Chef de Projet et son curriculum vitae (CV), ingénieurs d'étude, techniciens, experts,...) ; Identification nominative de la composition de l'équipe de projet affectée à la réalisation des prestations, détaillée par type de compétence, en joignant leur curriculum vitae respectif.
- **L'organisation mise en place en précisant le rôle de chaque intervenant**, la répartition des tâches prévues entre les membres de l'équipe pour l'exécution des prestations (y compris les éventuels sous-traitants que le candidat envisage de proposer au pouvoir adjudicateur).

Cette étude faisant appel à des compétences variées, le regroupement de bureaux d'études à compétences complémentaires est autorisé.

Le candidat s'engagera sur l'affectation des intervenants proposés aux rôles et tâches définies dans son offre. L'équipe ne devra pas être modifiée durant toute la durée de l'étude sans accord préalable du maître d'ouvrage.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA : l'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

5.1 – Critères de jugement

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique. Ce jugement donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

Garanties financières
Capacités techniques et professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération
1-Valeur technique de l'offre	60%
Qualité technique et scientifique de la note méthodologique	40%
Profil et organisation de l'équipe dédiée à la réalisation des suivis	10%
Adéquation des qualifications et références aux besoins des suivis	10%
2-Prix des prestations	40%

Les critères intervenants pour la sélection des candidatures sont :

Critère n° 1 : Valeur technique de l'offre (60%) :

La valeur technique de l'offre sera évaluée sur un total de 60 points. Cette note sera jugée au vu du mémoire technique obligatoire du candidat, selon les trois sous critères de jugement définis et notés comme suit :

- Note méthodologique décrivant de façon argumentée les solutions techniques et méthodologiques proposées, notée sur 40 points,
- profil et organisation de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation, notée sur 10 points,
- adéquation des qualifications et références aux besoins de l'étude, notée sur 10 points.

La note « valeur technique de l'offre » sera la somme des notes des 3 sous critères, soit une note N1 de 60 points maximum.

Critère n° 2 : Prix des prestations (40%) :

Le prix des prestations sera noté par une note N2 totale de 40 points maximum, calculée sur la base du montant total HT de l'offre figurant à l'acte d'engagement.

En cas d'offre financièrement jugée anormalement basse (article 60 du décret n° 2016360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics) ou incomplète, le pouvoir adjudicateur aura la faculté de se faire communiquer et préciser les éléments qu'il juge utile en vérifiant les justifications fournies lors de la phase d'analyse des offres.

Note globale :

La note globale sera calculée sur 100 points selon la formule suivante : Note globale = N1 + N2

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.2 – Négociation

Le Pouvoir Adjudicateur se laisse la possibilité de négocier avec les 3 candidats ayant remis les offres économiquement les plus avantageuses. Il pourra néanmoins décider d'attribuer le marché directement sur la base des offres initiales sans négociation.

5.3 – Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations prévus aux articles 46-I et 46-II du Code des marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre **sous forme papier avec une copie en version numérique (CDROM ou clé USB)**, ou sous forme électronique, sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

Mise à jour des cartographies des habitats d'intérêt communautaire et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire et de leur état de conservation des sites Natura 2000 « Etang de Mauguio » (ZSC FR 9101408 - ZPS FR 9112017).

N° marché : Symbo – N2000 – 01 2019

NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir dans une même enveloppe les pièces de la candidature et les pièces de l'offre telles que définies à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.

Les offres doivent être adressées par tout moyen permettant de déterminer de manière précise la date et l'heure de réception et de garantir leur confidentialité :



Envoi par voie postale (par envoi recommandé avec accusé de réception), à l'adresse suivante : **Symbo (Syndicat mixte du bassin de l'Or)**
130, Chemin des Merles
34 400 LUNEL



Dépôt des offres en main propre à l'accueil du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or contre récépissé : **De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures**
Symbo (Syndicat mixte du bassin de l'Or)
130, Chemin des Merles
34 400 LUNEL

La date limite de réception des offres est fixée au

25/03/2019 à 16h00

Les plis qui seraient remis hors délais ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs.

6.2 – Transmission électronique

L'envoi des offres par voie électronique est autorisé sous les conditions suivantes :

- Les pièces doivent être réunies dans un même répertoire compressé (ZIP) ;

- Au sein de ce répertoire, les pièces de la candidature et les pièces de l'offre seront présentées séparément (à minima deux fichiers) ;
- Si le poids du fichier zippé est inférieur à 10 Mo, l'envoi peut se faire directement à l'adresse électronique elepommelet@symbo.fr avec demande d'accusé de réception ;
- Si le poids du fichier zippé est supérieur à 10 Mo, l'envoi se fait via une plateforme d'échange de fichiers style Wetransfer ou Grosfichiers, à la même adresse elepommelet@symbo.fr.

La date et heure de réception des offres qui feront foi seront celles de réception des mails sur le serveur du Symbo.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite **par mail** à :

Renseignement(s) administratif(s) et technique(s) :

Syndicat Mixte du Bassin de l'Or
130, Chemin des Merles
34400 Lunel
Tél : 04 67 22 22 70 / 06 82 61 87 23
email : elepommelet@symbo.fr copie secretariat@symbo.fr
Mme Eve Le Pommelet

Une réponse écrite sera alors adressée, **par courrier électronique**, à toutes les entreprises s'étant identifiées auprès du Maître d'Ouvrage dans le cadre du retrait du dossier, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Le candidat est réputé, par le fait d'avoir remis son offre, avoir pris pleinement connaissance du projet dans l'état actuel de son avancement, et de l'ensemble de ses composantes (connaissance des lieux en particulier).